



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 404 – 18 juin 2021

❖ Régional

La BCEAO maintient ses taux directeurs

[Le Comité de Politique Monétaire \(CPM\) de la BCEAO](#) a tenu, le 9 juin 2021, sa 2^{ème} réunion ordinaire de l'année. Pour le 1^{er} trimestre 2021, la croissance économique de l'UEMOA a connu un rebond à +3,2% en glissement annuel (g.a.) contre +1,8% au trimestre précédent. Cette évolution est tirée par l'ensemble des secteurs d'activité, consécutivement au regain de la demande intérieure. En perspective, le taux de croissance de l'Union est attendu à +5,6% en 2021, après +1,5% en 2020. Par ailleurs, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, de l'UEMOA s'est atténué, passant de 4,5% au 1^{er} trimestre 2020 à 2,9% du PIB au 1^{er} trimestre 2021. Les réserves de change se sont confortées, assurant la couverture de 6,7 mois d'importations à fin mars 2021, contre 5,9 mois à fin décembre 2020. En outre, le taux d'inflation est ressorti à +2,2% pour les 3 premiers mois de l'année contre +2,7% un trimestre plus tôt. Les prévisions tablent sur un taux d'inflation à +1,9% en moyenne d'ici 2023, toujours dans la zone cible (entre 1% et 3%) définie pour la politique monétaire dans l'Union. Sur la base de ces analyses, le CPM a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4%, niveaux en vigueur depuis juin 2020. Le coefficient de réserves obligatoires

LE CHIFFRE À RETENIR

+5,6%

La projection de croissance de
l'UEMOA en 2021

applicable aux banques demeure inchangé à 3%.

Plus de 80 Mds USD pour le secteur privé africain dans les 5 prochaines années

Les institutions de financement de développement (DFI) du G7, la Banque Africaine de Développement (AfDB), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) et la Banque Européenne d'Investissements (BEI) ont annoncé le 14 juin s'être engagées à [investir 80 Mds USD dans le secteur privé africain dans les cinq prochaines années](#). Il s'agit de soutenir les objectifs de développement des économies du continent impactées par la pandémie à COVID-19 tout en maintenant une croissance durable. Il s'agit de la première initiative du genre qui engage les Institutions de financement du développement du G7 – composé de [Proparco](#) (France), [CDC](#) (Royaume-Uni), [JICA](#) et [JBIC](#) (Japon), [DFC](#) (USA), [FinDev Canada](#) (Canada), [DEG](#) (Allemagne) and [CDP](#) (Italie).

Un partenariat de 3 M USD pour faciliter l'exportation de la noix de cajou en provenance de l'Afrique de l'ouest

Le 3 juin 2021, West Africa Trade Hub et Red River Foods (RRF) [ont signé un partenariat de co-investissement](#) d'un montant de 3 M USD en faveur d'une filière rentable et à valeur ajoutée de la noix de cajou en Afrique de l'Ouest. Ce projet, à l'initiative du gouvernement américain à travers l'Agence internationale pour le développement (USAID), visera particulièrement à développer et organiser les exportations de noix de cajou provenant d'agriculteurs et de transformateurs basés au Nigeria, au Bénin, au Ghana et en Côte d'Ivoire. En outre, RRF prévoit la construction d'une usine de transformation de pointe en Côte d'Ivoire, à partir de laquelle les noix de cajou seront traitées avant d'être expédiées à l'usine de RFF aux Etats-Unis.

Bénin

Pour ralentir l'inflation, l'Etat envisage de contrôler les exportations agricoles

Le gouvernement béninois [a annoncé](#), le 16 juin 2021, qu'il envisageait de contrôler les exportations massives de sa production agricole vers les pays voisins, lesquelles expliqueraient en partie la hausse des prix des produits de consommation courante sur les marchés du pays. Par ailleurs, selon [l'institut national de la statistique](#), l'inflation s'est établie à +1,7% en glissement annuel (g.a.) en mai 2021, contre +0,5% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5% en g.a.) et celle des articles d'habillement et chaussures (+2,7% en g.a.). Pour l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à +2% par le FMI.

Le délai de paiement des MPME par l'Etat raccourci de 60 à 30 jours

Au cours d'un conseil des ministres, tenu le 9 juin 2021, le gouvernement [a pris la décision](#) de

raccourcir le délai de paiement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) de 60 à 30 jours. Cette initiative vise, entre autres, à réduire l'incertitude et améliorer la trésorerie des MPME, mais également à faciliter leurs conditions d'activité. Pour rappel, le délai de paiement de l'Etat vis à vis des MPME était de 90 jours depuis 2016, puis de 60 jours à partir de mars 2020, avant d'être raccourci à 30 jours en juin 2021.

Burkina Faso

Hausse de l'encours de la dette publique d'environ 5% du PIB en 2020

Dans sa [Note sur la situation économique – Burkina Faso – protéger les pauvres pendant la reprise et au-delà](#), la Banque mondiale souligne une hausse la dette publique d'environ 5 points de pourcentage (p.p.) atteignant 47,6 % du PIB et davantage orienter vers une dette intérieure plus coûteuse. En effet, pour combler son déficit primaire et face à une disponibilité limitée des emprunts concessionnels, l'Etat a de plus en plus recours au marché financier régional caractérisé par des taux d'intérêt plus élevés. L'encours de la dette intérieure est passé de 19% du PIB en 2019 à 22,8% du PIB en 2020. En revanche, la dette extérieure, qui reste fortement concessionnelle, est passée de 23,7% du PIB en 2019 à 24,8% du PIB en 2020. Cette évolution vers une part plus importante de la dette intérieure, qui a triplé depuis 2017, s'est traduite par une augmentation des paiements d'intérêts de 0,8% du PIB à 1,4% du PIB sur la même période.

21 M EUR du FMO pour la construction d'une centrale solaire à Nagréongo

Le Fonds néerlandais de financement du développement (FMO) a accordé à GreenYellow, filiale énergie du Groupe français Casino, [un prêt de 21 M EUR dédié au financement de la construction d'une centrale solaire](#) à Nagréongo (au centre du Burkina Faso). Ce financement sera débloqué en trois tranches : 7,9 M EUR ; 7 M EUR et 6,1 M EUR. Initiée dans le cadre de Partenariats public privé signés entre GreenYellow et l'Etat du

Burkina Faso en 2019, la mise en service de la centrale (capacité installée de 30 MWc) est **prévue pour la fin de l'année 2021**. Le projet a été développé par GreenYellow qui assurera l'exploitation et la maintenance de l'installation de la centrale. Toute l'électricité produite par cette centrale solaire sera livrée à la compagnie nationale d'électricité (SONABEL). Selon la banque mondiale, [le taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso est de 18,4% en 2019](#).

Cap-Vert

Hausse de 13,8% en g.a de l'encours de la dette publique au 1^{er} trimestre 2021

Selon le [Bulletin de statistiques avril 2021](#) de la banque centrale du Cap Vert, l'inflation s'est établie en glissement mensuel (g.m) à +0,1% en avril 2021. En effet, la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,8% en g.m) a été atténuée par celles des transports (-0,7% en g.m). Par ailleurs, les exportations cumulées sur les 4 premiers mois de 2021 ont baissé de 16,6% par rapport à la même période en 2020, particulièrement tirées par la baisse des exportations de poissons (-22%). De même, les importations ont baissé de 4,9% en g.a sur la même période. Concernant l'encours de la dette publique, il a augmenté de 13,8% en glissement annuel (g.a.) au premier trimestre 2021 pour s'établir à 90,6 Mds CVE (823,3 M EUR). Cette hausse est portée par celle de la dette extérieure estimée à 78,5 Mds CVE (709,39 M EUR ; +31,8% en g.a.).

Côte d'Ivoire

Une croissance à 6% en 2021, selon le FMI

Lors du Conseil des ministres, tenu le 16 juin 2021, [le gouvernement a rendu public](#) les conclusions du Fonds Monétaire International (FMI) établies dans le cadre d'une visite virtuelle au titre de l'article IV, effectuée du 25 mai au 10 juin 2021. Pour 2021, le FMI estime le taux de croissance du pays à +6% (contre +6,5% pour les autorités

ivoiriennes), cependant soumis à de nombreux risques (résurgence de la pandémie, crise énergétique). Par ailleurs, le déficit public, initialement prévu par la Loi de Finances initiale 2021 à 4,6% du PIB, devrait finalement s'établir à 5,6% du PIB sous l'effet d'une hausse des dépenses sécuritaires et la poursuite de la lutte contre la COVID-19. Sur le moyen terme, le déficit budgétaire sera progressivement réduit pour atteindre la cible de 3% de l'UEMOA. Par ailleurs, le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire demeure modéré.

Les résultats des entreprises publiques en hausse en 2020

Le 16 juin 2021, [le gouvernement ivoirien a annoncé](#) que le résultat net provisoire consolidé des entreprises publiques s'est établi à 55,5 Mds FCFA (85,4 M EUR) pour 2020 contre 28,6 Mds FCFA (44 M EUR) en 2019. Cette bonne performance est principalement portée par les sociétés d'Etat (76,6% du résultat consolidé). Toutefois, une dizaine de sociétés, majoritairement dans les secteurs du transport et de l'hôtellerie, connaissent un déficit, avec une perte cumulée de 56,6 Mds FCFA (86,3 M EUR). Pour 2021, les performances des entreprises publiques devraient se situer à 52 Mds FCFA (80 M EUR), en légère baisse de 6% par rapport à 2020.

L'option d'une centrale électrique flottante envisagée par le gouvernement

Selon une [communication du gouvernement relative à la situation de la fourniture d'électricité](#), le système électrique national traverse une période de déséquilibre entre la production et la consommation électrique, en raison du faible niveau de stock hydraulique atteint, accentué par l'indisponibilité du terminal à vapeur d'Azito depuis le 30 avril 2021. Le retour de cette unité de production thermique est attendu à partir de la fin juin 2021. Ainsi, le niveau de déficit pourra se réduire de façon progressive de juin 2021 à juillet 2021. Aussi, le gouvernement envisage l'option d'une centrale flottante pour faire face à tout aléa à l'avenir.

Lancement d'un projet de recyclage du plastique

Le projet de stockage et de recyclage des déchets [Plastok a été lancé 11 juin 2021 à Yopougon](#) (commune d'Abidjan). Il s'agit d'un partenariat entre la mairie de la commune, Recyplast (entreprise spécialisée dans la gestion des déchets plastiques) et Savencia (entreprise agroalimentaire). L'objectif est de faire de Yopougon une commune verte et de sensibiliser sa population aux gestes de protection de l'environnement. Dix conteneurs de stockages ont été installés dans la commune. Les initiateurs du projet veulent impliquer les habitants en proposant une contrepartie financière à ceux qui amèneront leurs déchets pour qu'ils soient recyclés. Cette opération devrait permettre de traiter 300 tonnes de déchets par an et créer 60 emplois directs et indirects. Recyplast avait déjà lancé ce projet en [2020 à Port-Bouët](#) en association avec Nestlé et l'AIVdP (Association Ivoirienne de Valorisation des déchets Plastiques) et a permis de recycler plus de 587 tonnes de déchets.

Gambie

Un accord-cadre de 250 M USD pour le développement de secteurs clés

La Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (ITFC), membre du groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), [a signé un accord-cadre quinquennal avec le gouvernement gambien](#), d'un montant de 250 M USD (50 M USD par an). Ces financements appuieront le secteur agricole (arachide, noix de cajou...) et l'importation de produits énergétiques. Parmi les autres secteurs qui bénéficieront de cet accord figurent la santé, à travers l'importation de médicaments et d'équipements de santé, et globalement le secteur privé, grâce aux facilités de financement accordées aux banques et aux institutions financières locales.

Guinée

Inauguration d'une ligne ferroviaire dédiée aux minerais

Le Chef de l'Etat guinéen [a procédé](#), le 16 juin 2021, à la mise en service du chemin de fer Dapilon-Santou, long de 125 km et construit par le consortium SMB-Winning. Cette ligne ferroviaire, ayant requis des investissements d'un montant de 700 M USD, sera dans un premier temps exclusivement dédiée au transport de minerai et particulièrement de bauxite. Le consortium SMB-Winning est composé de l'armateur singapourien Winning Shipping Ltd, de la société de transport et logistique française UMS, de la société chinoise de production d'aluminium Shandong Weiqiao, du groupe Yantai Port et de l'Etat guinéen.

1ère promotion des auditeurs des finances publiques certifiés par l'Etat

Le 16 juin 2021, [91 cadres auditeurs spécialistes des finances publiques ont été certifiés](#), à l'issue d'une formation qui a débuté le 8 janvier 2020. Cette campagne de formation est accompagnée par l'assistance technique et financière de l'Union européenne à travers la composante institutionnelle du [Programme d'appui à la réforme des finances publiques](#) (PARFIP)). L'objectif de ce projet d'assistance technique, d'un montant de 2,9M €, est d'accompagner le gouvernement guinéen dans la conception et la mise en œuvre des réformes des finances publiques, contenus dans le plan stratégique de réformes des finances publiques (PREFIP).

Libéria

La chambre de commerce recrute plus de 500 étudiants

Dans le cadre d'un programme spécial pour l'emploi, le Ministre du travail et le président de la Chambre de commerce du Libéria [ont signé un protocole d'accord](#) visant à créer 500 postes à

destination des universitaires libériens d'une durée déterminée comprise entre 6 mois et 1 an. Cette initiative conjointe vise à favoriser l'inclusion des jeunes sur le marché du travail.

🇲🇱 Mali

Construction d'une centrale de transformation de déchets en énergie

Le Ministère des mines, de l'énergie et de l'eau et la société SAER Group ont signé [un protocole d'accord](#) pour la construction d'une centrale de transformation de déchets en énergie aux alentours de Bamako. Ce projet, d'un montant de 130 Mds FCFA (200 M EUR), permettra (i) la création de plus de 6 000 emplois directs et indirects; (ii) le traitement de plus de 1 500 tonnes de déchets par jour produisant 40 MW d'énergie et contribuant à l'assainissement de la ville. Selon la Banque mondiale, seulement 48% de la population malienne avait accès à l'électricité en 2019.

🇲🇷 Mauritanie

Officialisation du rachat de la mine d'Algold par Ayagold & Silver

Annoncé depuis [janvier 2021](#), La société canadienne Ayagold a officialisé, le 11 juin 2021, [le rachat de la société Algold, qui détient la licence de la mine d'or de Tijirit, pour un montant de 12,5 M CAD \(10,3 M EUR\)](#). Le nouveau propriétaire qui a entamé des travaux sur le projet dès le processus d'acquisition vient également de lancer une étude de faisabilité qui devrait être terminée avant fin 2022. Le projet hébergerait 4,15 M de tonnes de ressources, titrant 2,19 g/t d'or pour environ 300 000 onces. Il couvre 150 km² et dispose d'un permis minier valable 26 ans. La mine de Tijirit est détenu à 75% par Ayagold, 15% par l'Etat mauritanien et 10% par la société Wafa Mining & Petroleum.

Pré-installation et raccordement du système d'amarrage sous-marin du FPSO du champ gazier GTA par Havfram

Technip Energies a confié à la société norvégienne Havfram la [réalisation des fondations sur pieux pour garantir la stabilité de l'unité flottante de production, stockage et déchargement \(FPSO\) ainsi que les lignes d'amarrage sous-marines correspondantes](#). La société reviendra à l'arrivée du FPSO sur site pour raccorder le système d'amarrage. Le début de la production du champ gazier GTA est prévu en 2023, la première phase du projet vise à produire environ 2,5 M de tonnes de gaz naturel par an et 70 M de pieds cubes de gaz naturel par jour.

🇳🇮 Niger

Lancement du système déclaration et paiement des impôts et taxes en ligne

Le ministre des Finances a présidé, le 14 juin 2021, [la cérémonie de lancement officiel du Système Informatisé de Suivi des impôts et des contribuables \(e-SISIC\)](#). Il s'agit d'une plateforme de déclaration et paiement des impôts en ligne de la Direction générale des impôts (DGI). Cette dernière est opérationnelle depuis septembre 2019 et concerne les impôts et taxes prévus par le Code général des impôts. Ce système devrait permettre entre autres de (i) faciliter les échanges à distance avec l'administration fiscale et l'accès aux dossiers fiscaux, (ii) réduire les temps consacrés à la gestion des questions fiscales, (iii) améliorer le civisme fiscal, (iv) standardiser les procédures et (v) automatiser les échanges avec les autres administrations.

50 MW d'énergie solaire supplémentaire à travers le Programme Scaling Solar

La Banque mondiale, à travers la Société financière internationale (SFI), et le Gouvernement du Niger ont annoncé, le 14 juin 2021, [la signature d'un partenariat dans le cadre du programme Scaling Solar pour développer de 50 mégawatts d'énergie solaire](#), soit environ 20%

de la capacité électrique actuelle du pays. Dans le cadre de cet accord, la SFI, la Banque mondiale et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), vont travailler avec le Gouvernement du Niger afin d'attirer, via une procédure d'appel d'offres, des partenaires du secteur privé pour développer et financer ce projet de production d'énergie solaire à l'échelle commerciale, rapidement et à un coût abordable. L'objectif du gouvernement nigérien est de produire 30% de son énergie à partir de sources durables d'ici 2035. Selon la banque mondiale, [le taux d'accès à l'électricité au Niger est de 18,8% en 2019](#).

🇸🇳 Sénégal

Baisse de 30% en g.a du déficit commercial sur les 4 premiers mois 2021

Selon le [bulletin des statistiques du commerce extérieur du mois d'avril 2021](#), le déficit commercial du Sénégal s'est établi au terme des 4 premiers mois de l'année à 587,4 Mds FCFA (895,5 M EUR), soit une baisse de 29,8% par rapport à la même période l'année précédente. Cette baisse du déficit commercial s'explique notamment par une hausse (+8,3% en g.a) du cumul des exportations à fin avril 2021, couplée à une baisse (-10,6% en g.a) du cumul des importations. Les exportations ont été tirées à la hausse principalement par les ventes d'arachides non grillées (+87,7% en g.a) et l'or non monétaire (+32,7% en g.a) tandis que le déclin des importations est dû en grande partie aux achats de produits pétroliers (-35,1% en g.a). Les principaux clients du Sénégal sur ces 4 premiers mois sont le Mali (17,1%), la Chine (16,3%) et la Suisse (12,6%). Quant aux principaux fournisseurs du pays, il s'agit de la France (14,1%), la Chine (9,5%) et l'Inde (6,9%).

300 K EUR de l'AFD pour la production de vaccins contre la Covid-19

Selon un [communiqué](#) publié par l'Agence de presse sénégalaise, l'AFD a signé récemment une convention de financement d'un montant de

300 K EUR avec la Fondation Institut Pasteur de Dakar, en soutien au projet de construction d'une ligne de production de vaccins contre la COVID-19. Cette enveloppe devrait permettre de financer l'assistance technique nécessaire à l'amorçage du projet visant à produire, à terme, 25 M de doses de vaccins par mois. Pour rappel, l'entreprise wallonne de Biotechnologie Univercells a signé, en avril, avec l'Institut Pasteur de Dakar et l'Institut de recherche en santé, de surveillance épidémiologique et de Formation (Iressef) des conventions d'intention pour la production de vaccins dont ceux destinés à la lutte contre le Covid-19.

🇸🇱 Sierra Leone

6,9 M USD pour renforcer le système éducatif face à la COVID-19

La Banque mondiale a annoncé par communiqué de presse que la Sierra Leone recevra un financement supplémentaire de [6,85 M USD](#), via le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), pour soutenir la réponse au renforcement du système éducatif face à la crise de COVID-19. Ce financement s'inscrit dans le cadre du projet d'éducation gratuite de la Sierra Leone et est dédié à soutenir les activités visant à assurer la sécurité des écoles et à renforcer la prestation de services éducatifs, notamment (i) l'enseignement continu à distance et (ii) l'apprentissage accéléré. Pour rappel, en juin 2019, la Banque mondiale avait approuvé [une subvention de 50 M USD](#) à ce projet d'éducation gratuite, dont le coût total est de 66 M USD.

Don de 40 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement de la gouvernance

La Banque mondiale a approuvé le 11 juin 2021 [une subvention de 40 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\) pour le projet de gouvernance responsable pour la prestation de services de base](#). Le projet a pour objectif la gestion des ressources, la transparence et la responsabilité des systèmes gouvernementaux dans le but d'assurer

l'exécution efficace des programmes de développement local et des services de base. Plus concrètement, il vise à renforcer la capacité des conseils locaux à remplir leurs mandats de prestation de services dans des secteurs tels que la santé et l'éducation.

Togo

Le gouvernement envisage la construction de 2 nouvelles centrales solaires à Sokodé et Kara

Le gouvernement [a adopté deux décrets](#), le 17 juin 2021, visant à déclarer d'utilité publique les sites dédiés à la construction de nouvelles centrales solaires dans les villes de Sokodé et Kara. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie énergétique du pays, visant à terme à installer une centrale solaire dans chaque région. A travers cette démarche, l'objectif du gouvernement est de parvenir à une autosuffisance énergétique à l'horizon 2030 et à inclure 50% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national.

Un PPP pour relever le défi du financement de l'agriculture

Lors du Conseil des ministres du 16 juin 2021, [le gouvernement togolais a décidé d'ouvrir le capital de l'entreprise publique](#) Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA SA), dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), à 2 entreprises : la Plateforme industrielle

d'Adétikopé (PIA) et Arise special economic zone. Cette décision vise à relever les défis du financement agricole, d'amélioration du revenu des producteurs et d'approvisionnement en quantité suffisante de matières premières des industries locales. Suite à cette initiative, les actionnaires de la MIFA SA sont : (i) l'Etat togolais ; (ii) la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton ; (iii) la PIA ; (iv) Arise special economic zone.

Inauguration du 1er data centre togolais

Le 4 juin 2021, le Chef de l'Etat togolais [a procédé à l'inauguration](#) du Lomé Data Centre. Premier centre de données au Togo, l'infrastructure va permettre de sauvegarder et sécuriser des données nationales, mais aussi offrir à des opérateurs privés des services d'hébergement de serveur en colocation. L'ouvrage a été réalisé par le français CFAO technologies et l'entreprise togolaise Centro. L'entreprise française APL, expert en data center était chargée de la supervision tandis que la gestion et l'exploitation du site ont été confiées à Africa data centre (ADC), filiale du groupe Liquid intelligent technologies. La Banque mondiale a financé le projet à hauteur de 12,7 Mds FCFA (19,5 M EUR) dans le cadre du Programme régional ouest-africain de développement des infrastructures de communications ([WARCIP](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

abidjan@dgtresor.gouv.fr